

Un nouvel horizon pour l'huile de palme

Cinq pays européens – dont la France – soutiennent « l'engagement du secteur privé de s'approvisionner à 100 % en huile de palme durable en Europe d'ici 2020 ».

Une « déclaration d'Amsterdam » a été paraphée, lundi 7 décembre, par les représentants des Pays-Bas, de l'Allemagne, du Danemark, de la France et du Royaume-Uni, qui « se déclarent solidaires » de l'objectif que se sont fixé les industriels européens, a indiqué mardi l'Alliance française pour une huile de palme durable.

Huit organisations nationales - dans les cinq pays signataires et en Belgique, en Italie et en Suède - et trois fédérations européennes du secteur agroalimentaire ont ainsi souscrit à l'initiative lancée en début d'année par la fédération néerlandaise des huiles et graisses (MVO) et la fondation néerlandaise IDH, avec l'appui de la ministre du Commerce extérieur et de la Coopération des Pays-Bas, Lilianne Ploumen.

Lutter contre la déforestation

Alors que les Pays-Bas présideront l'Union européenne au premier semestre 2016, Ce « signal fort démontre (leur) volonté (...) de développer la filière durable de l'huile de palme, un des principaux enjeux dans la lutte contre la déforestation », affirme dans un communiqué l'Alliance française pour une huile de palme durable, qui compte parmi ses membres les géants Ferrero, Nestlé et Unilever.

« L'Europe est le deuxième importateur mondial d'huile de palme » et peut donc « changer la donne », reconnaissent les cinq pays signataires, qui souhaitent notamment que la Commission européenne « facilite un dialogue annuel » entre les gouvernements, les industriels et la société civile sur ce sujet.

Ces mêmes États promettent « d'encourager » la démarche dans le cadre de leurs relations, au niveau national et européen, « avec les principaux pays producteurs et les principaux pays importateurs comme l'Inde et la Chine ».